



Par

**DENIS
JEAMBAR**

Septembre gris

C'est une interrogation politique bien française : notre pays vit dans le mythe des automnes sociaux chauds. Chaque année, au début du mois de septembre, le pouvoir en place redoute que l'hexagone se transforme en volcan.

Le phénomène, en fait, n'est pas si fréquent mais, lorsqu'il se produit, il marque profondément les esprits : décembre 1986, décembre 1995, octobre 1998, automne 2010, autant de souvenirs difficiles pour Jacques Chirac, Alain Juppé, Lionel Jospin ou Nicolas Sarkozy...

« L'automne ne sera peut-être pas socialement enfiévré mais il pourrait bien sonner le tocsin des illusions présidentielles de François Hollande. »

Le mythe peut donc devenir une rude réalité. Malgré une insolente sérénité de façade, François Hollande ne peut, à son tour, que s'interroger sur les semaines à venir.

Nul doute, d'ailleurs, qu'il ait évalué les risques qui le menacent en ce début de septembre lorsqu'il a décidé de tenir, dès lundi prochain, une conférence de presse.

De fait, les périls sont nombreux et leur cumul préoccupant.

Deux questions sociales sont, déjà, brûlantes. Le pouvoir, par la voix de Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, s'accroche à une réforme des collèges qui ne passe pas auprès de syndicats d'enseignants de plus en plus fébriles. C'est l'électorat même de la gauche qui semble prêt à renâcler.

De leur côté, les électeurs ont baissé de ton après un été agité mais,

sur le fond, rien n'est réglé et une étincelle peut remettre le feu à tout moment dans les campagnes.

En économie, les nouvelles ne sont pas bonnes. La croissance française ne décolle toujours pas et le chômage ne recule pas.

Malgré des déclarations gouvernementales d'un optimisme béat, les faits sont têtus.

Le Fonds Monétaire International vient même de faire savoir, par la voix de sa présidente Christine Lagarde, que la croissance mondiale ralentissait.

La situation chinoise continue à inquiéter et, en Grèce, bien des incertitudes demeurent avec les élections législatives du 20 septembre prochain. Ce jour-là, une fois encore, le destin de la zone euro se jouera à

quitte ou double.

Enfin, la crise migratoire porte en elle un danger politique préoccupant : elle nourrit la montée de la xénophobie, et donc de l'extrême droite. Quant au risque terroriste, il demeure majeur.

Face à ces multiples menaces, François Hollande paraît bien désarmé avec une majorité plus que jamais frondeuse et divisée, des Verts grotesques, une extrême gauche enragée, une politique qui ne produit pas des effets mesurables, une voix qui a du mal à se faire entendre sur la scène européenne, une autorité en miettes dans l'opinion. Peu de pouvoirs se sont retrouvés aussi affaiblis dans l'histoire de la Vème République.

L'automne ne sera peut-être pas socialement enfiévré mais il pourrait bien sonner le tocsin des illusions présidentielles de François Hollande.